

Attestation sur l'honneur pour participer aux activités prévues dans le cadre du projet COCCODÉ

Je soussigné(e)

né(e) à

le

en tant que
Représentant légal de
l'entreprise

Numéro SIRET

sur l'honneur et prenant connaissance des sanctions pénales encourues par l'auteur d'une fausse attestation, ainsi que de la perte du bénéfice obtenu, qui serait éventuellement dû à la décision adoptée sur la base de la fausse attestation,

Je demande

que la contribution demandée, à valoir sur le Programme de Coopération Transfrontalière Italie-France Maritime 2014-2020 dans le cadre du projet COCCODÉ – Collaborer, Co-crérer et Construire Opportunités de Développement Économique soit octroyée en régime "de minimis" conformément au règlement (UE) n. 1407/2013 et à ses modifications ultérieures.

Je déclare

- d'être conscient que le montant de la contribution FEDER pourra être revu à la suite de l'évaluation de la participation de l'entreprise à l'appel à manifestation d'intérêt (titre de l'appel...);
- de m'engager, en cas de demande de l'Autorité de Gestion, à présenter toute la documentation jugée nécessaire pour vérifier les déclarations soussignées;
- de m'engager en cas d'approbation de participation de l'entreprise à l'appel à manifestation d'intérêt, également à informer rapidement l'Autorité de Gestion de toute modification éventuelle des conditions d'origine survenant après la présente déclaration;
- que je suis également informé/e des sanctions prévues en cas de déclarations mensongères ainsi que de l'obligation de rembourser, dans les plus brefs délais, la contribution indûment reçue avec les intérêts.

Je déclare

- que l'entreprise que je représente est qualifié, aux termes de la Recommandation 2003/361/CE, comme:
 - micro
 - petite
 - moyenne
 - grande
- n'est pas contrôlée par, ni contrôle, directement ou indirectement, d'autres entreprises
- contrôle, même indirectement, les entreprises suivantes ayant leur siège en Italie

- est contrôlée, même indirectement, par les entreprises suivantes ayant leur siège en Italie

n'a pas fait l'objet d'acquisitions/fusions/scission

ou

a fait l'objet d'acquisitions/fusions et que les entreprises participant à ladite acquisition/fusion se sont vues octroyer, dans l'exercice en cours et les deux années précédentes, les aides "de minimis" suivantes:

Entreprise bénéficiaire	Décision d'octroi de la contribution / Règlement UE	Date d'octroi	Nature de la contribution (subventions, prêts, garanties, etc.)	Organisme octroyant	Montant de l'aide	
					Octroyé	Payé pour solde

n'a pas perçu d'autres aides d'État pour les mêmes dépenses éligibles au de minimis

ou

a perçu d'autres aides d'État pour les mêmes dépenses éligibles au de minimis dans la limite d'intensité autorisée au titre du même régime ou par décision.

J'autorise l'Administration chargée de la procédure au traitement des données personnelles fournies durant les procédures liées à l'Appel à manifestation d'intérêt cité ci-dessus, aux termes du Décret Législatif italien n.196 du 30 juin 2003 n. 196 et du RGPD (Règlement UE 2016/679) à des fins de gestion et statistiques, également à l'aide de moyens électroniques ou automatisés.

Lieu et date

Signature du
Représentant légal

* joindre une copie de la pièce d'identité